

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article173>



« Dubaï, l'eldorado rêvé devenu le "bagne" des ouvriers des chantiers de construction »



- Dossiers - Esclavage -
Date de mise en ligne : samedi 24 novembre 2007

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Ouvriers à Dubaï

« Ils ont repris le travail. Sous la menace, la contrainte, la peur. Sans rien savoir, pour la plupart, des gains obtenus à la suite de leur cinq, neuf, voire onze jours de grève sur les chantiers de construction de Dubaï. En soldats résignés ils ont remis leur uniforme de chantier pour ériger des tours toujours plus hautes et des marinas extravagantes. L'émirat et les promoteurs respirent. Mais pour les 700 000 ouvriers venus d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh ou du Sri Lanka, les conditions de vie et de travail n'ont peu ou pas changé, justifiant, pour les associations des droits de l'homme, l'appellation de "esclavage moderne" .

Combien étaient-ils à faire grève ? Des dizaines de milliers sans aucun doute. Impossible d'avoir un chiffre précis. Etat et employeurs refusent toute communication sur les conflits en cours et l'absence de syndicats (interdits aux Emirats) renforce l'opacité du système. Tout juste le directeur général d'Arabtec, grosse entreprise de construction, a-t-il admis, le 12 novembre, que les 40 000 ouvriers de sa compagnie avaient repris le travail après l'obtention d'une "juste" augmentation de salaire pour compenser la faiblesse du dollar. La presse n'aide guère, qui se contente de relayer les communiqués de l'agence de presse officielle (WAM) ou de la police laquelle, la veille, annonçait l'expulsion de 200 grévistes, accusés d'avoir fomenté des violences.

Il faut se rendre sur les chantiers pour avoir une idée du désarroi de ces ouvriers immigrés qui ont rêvé de Dubaï comme d'un eldorado, se sont lourdement endettés pour payer visas, voyage, service de recrutement à des agences souvent illégales, et déchantent aujourd'hui dans ce coin de désert devenu, selon qu'on est touriste ou maçon, Las Vegas ou le bagne. Rajee, 24 ans, est venu de la province indienne du Kerala il y a dix-huit mois. Dubaï c'était son rêve absolu. Dans son village, toutes les familles avaient au moins un parent à tenter l'aventure et trois de ses cousins avaient ouvert le chemin. Deux sont revenus dans des cercueils. L'un a été écrasé sous la dalle de béton d'une tour en construction. L'autre s'est pendu au ventilateur de son dortoir. Le troisième est rentré au village en vainqueur. Il a fourni la dot de ses deux soeurs, s'est marié et installé comme garagiste. Rajee en a fait son héros. *"Pour être riche un jour, il n'y a que Dubaï !", dit-il. Enfin, c'est ce que je croyais !"*

Il gagne comme maçon entre 550 et 750 dirhams selon les mois (102 à 139 Euros). Il avait l'habitude d'en renvoyer les des deux tiers à ses parents, se contentant du strict minimum pour ses repas qu'il prépare lui-même et l'usage limité d'un téléphone portable. Mais rien ne va plus. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter - *"le sac de riz est passé en quelques mois de 60 à 95 dirhams, et le pain augmentera de 20 % le 20 novembre !"* - tandis que le dirham, adossé au dollar, ne cesse de chuter.

C'est pour cela qu'il a fait grève, espérant une augmentation de 200 dirhams pour n'en obtenir, croit-il savoir, que 100. Pour cela, qu'il a résisté neuf matins aux appels des surveillants d'Arabtec pressant les ouvriers de se ruer dans les minibus qui, à 4 h 30, les conduisent sur les chantiers. Pour cela enfin qu'il a aujourd'hui la rage au ventre, dégoûté du mépris affiché par son employeur et révolté par l'intervention, le 3 novembre, de la police, laquelle a cerné la partie du campement hébergeant les ouvriers d'Arabtec, les obligeant à monter dans les bus, et embarquant entre 200 et 400 travailleurs récalcitrants. Sont-ils en prison ? Vont-ils être renvoyés dans leur pays ? Rajee n'en a aucune idée. De chantier en chantier, les témoignages sont les mêmes, qui accusent la faiblesse des salaires ; dénoncent la confiscation systématique des passeports et le pouvoir absolu de l'employeur sur le visa de travail ; disent l'éloignement et l'insalubrité des cités-dortoirs ou la panique devant les dettes accumulées pour venir à Dubaï et les années ainsi hypothéquées, si loin de la famille . Sans compter les accidents, les insulations, les tentations de suicide (84 recensés selon le consulat indien en 2005) et les arrestations nombreuses, à chaque grève.

"PEUR D'UNE RÉBELLION"

"Les Emiratis savent ce qu'ils doivent à cette population immigrée qui construit leurs villes et rendent possible l'incroyable boom économique, analyse Sharla Musibih, qui a créé City of Hope, un abri pour les femmes en détresse. Mais ils sont aussi obsédés par le fait que les travailleurs immigrés forment plus de 85 % de la population et 99 % de la force de travail privée. Vous imaginez la dépendance de l'Etat à leur égard ? Sa peur d'une rébellion ?"

Alerté par le rapport accusateur publié en 2006 par l'organisation Human Rights Watch sur le sort des ouvriers de la construction, l'émir de Dubaï, le cheikh Mohammad ben Rachid Al-Maktoum, avait chargé son ministre du travail d'améliorer la situation. Peu de décisions avaient été suivies d'effet mais les grèves récentes ainsi que l'amnistie offerte pendant trois mois aux travailleurs illégaux, qui s'est traduite par plus de 171 000 départs du pays, ont inquiété le gouvernement et remis à l'ordre du jour deux revendications des ouvriers : la fixation d'un salaire minimal et l'autorisation de syndicats. Une idée jugée jusqu'ici sulfureuse mais à laquelle le ministre du travail, Ali ben Abdallah Al-Kaabi, vient soudainement d'affirmer n'être plus opposé. *"En principe"*, a prudemment titré le quotidien *Gulf News*. » **Annick Cojean**

Article paru dans l'édition du journal *Le Monde* du 20/11/07.

P.S. : à signaler qu'Annick Cojean est une Young Leader (2000) [1] dans le cadre de la Fondation Franco-Américaine.

[1] <http://www.lecanardrépublicain.net/spip.php?article92>